

Après les législatives allemandes, l'heure n'est plus à « germaniser » la règle du jeu européenne

Des élections qui n'étaient pas du tout sans enjeu

Vu de France, le scrutin législatif allemand semblait sans véritable enjeu : la chancelière Merkel était assurée de son quatrième mandat. La stabilité est une constante de la vie politique allemande : nos voisins aiment leurs chanceliers de Bismarck et Bülow à Adenauer et Kohl en passant même par l'épisode nazi. Mme Merkel va entrer dans le cercle des recordmen qui ont passé plus de onze ans à la tête du pays. Mais, précisément en raison de cette tendance à la reconduction et ce respect de l'autorité en place, la constitution prévoit un mécanisme de partage de pouvoir, obligatoire en quelque sorte. Compte tenu du processus électoral actuel de proportionnelle aménagée, la constitution d'une coalition de gouvernement est indispensable.

La chancelière plébiscitée n'a pas un pouvoir absolu comparable à celui du président français, loin s'en faut. Les 33 % obtenus par son parti et son allié bavarois lui imposent de trouver des alliés assurant une majorité au Bundestag. Les socialistes du SPD – qui ont obtenu leur score le plus bas depuis le début des années 1930 – ayant refusé par avance de constituer une nouvelle fois la force d'appoint, le programme de gouvernement va se négocier sans doute des mois avec les libéraux du FDP et les écologistes.

Ainsi, derrière le scrutin de reconduction, peut se profiler une nouvelle analyse de la situation allemande et des orientations de politique économique.

Un bilan économique brillant pour une Allemagne qui a su profiter de la réunification

Le débat politique français est d'une platitude rare sur le plan économique. Il semble acquis que le modèle doit être l'Allemagne, sans que les spécificités soient mises en évidence, même si elles expliquent en partie les options différentes prises de part et d'autre du Rhin. La photographie peut, il est vrai, être qualifiée de flatteuse. Avec un produit intérieur brut de 35.000 euros par habitant, l'Allemagne n'est pas seulement la première économie européenne et la quatrième mondiale. Elle est une des plus riches. La dette publique se réduit grâce à un Budget en excédent depuis trois ans et va se rapprocher de 50 % du produit intérieur brut d'ici à 2022. Enfin, le chômage affiché est très bas : 5,6 % de la population active.

Le parcours est brillant depuis la date pivot de la réunification. Les efforts demandés par l'Allemagne aux autres pays européens pour intégrer les populations de l'ancienne RDA – avec une création monétaire massive liée à la convertibilité ost mark / deutsche mark – se sont exprimés après la création de l'euro en 1999. Depuis, le PIB allemand a progressé (en dollars courants) de +60 %, ce qui est un taux un peu inférieur à celui du PIB français (+60,6%). Le PIB italien a progressé de seulement +40 % dans le même temps. En données monétaires constantes, la progression est ramenée à +24 % en Allemagne et en France et à +4,5 % en Italie.

La démographie a joué son rôle : ramené au nombre d'habitants, on voit que les Allemands sont gagnants et, en données monétaires constantes, le PIB par tête est stagnant en Italie depuis 1999, (-1,4%), pour +15 % de progression en France et +25 % en Allemagne.

On a coutume de rechercher la source de cette réussite – réelle - dans les réformes menées au début des années 2000, en particulier par le gouvernement socialiste Schröder. La perspective oblige à situer cette affaire dans le contexte de la réunification. L'annexion de fait des länder de l'est a amené à l'Allemagne un accroissement de +27 % de la population. Une main d'œuvre qualifiée et bon marché qui pouvait supporter des réglementations du travail de combat.

C'est la concurrence de ces nouveaux entrants qui a fait accepter une règle du jeu salariale sensiblement plus favorable aux employeurs qu'elle ne l'est en Italie ou en France. C'est évidemment la mise aux normes (encore incomplète) des revenus des anciens allemands de l'Est que l'on retrouve dans les statistiques de croissances comparées en zone euro.

Le besoin d'une nouvelle donne pour sortir de l'impasse de la « gestion des égoïsmes » qui a assis la suprématie allemande en Europe

Que nous dit au fond le scrutin de dimanche ? Simplement que cette période de croissance liée à la réunification et largement financée par les autres pays européens est terminée.

En premier lieu, les facteurs déflationnistes de la mondialisation ne jouent plus aussi fortement au profit de l'Allemagne qui a gagné de la productivité essentiellement face aux français et aux italiens à partir de 2000-2005. Les gains mécaniques de productivité et donc de marchés à l'export sont derrière.

En second lieu, que la démographie allemande impose un choix. Le choix entre la stratégie de rente ou l'importation d'une main d'œuvre bon marché. La première amène à un État sans dette, à des budgets excédentaires, mais aussi à une décroissance programmée à quinze ou vingt ans. La deuxième serait en quelque sorte la constitution d'un nouveau réservoir de population active acceptant des conditions financières drastiques et prenant ainsi le relais des « migrants de l'intérieur » qu'étaient les allemands de l'Est. C'est la politique de migrants de Mme Merkel qui ne devait rien à la philanthropie, mais qui a du mal à passer.

L'alliance de gouvernement que la chancelière va devoir négocier repose sur ce constat que les électeurs ont finalement dressé. Ses alliés potentiels semblent vouloir ignorer les bases du « miracle allemand » : les verts veulent tirer les profits de la politique passée pour mener à bien leur programme coûteux ; les libéraux veulent que les allemands au niveau de vie le plus élevé en conservent les profits, sans s'interroger sur le potentiel de croissance.

La politique économique des égoïsmes au sein de l'Union Européenne a fait la réussite de cette réunification qui touche à sa fin. La déflation exportée dans les pays partenaires de la zone euro aussi. Les commentateurs ont cru voir dans la donne politique allemande du scrutin de dimanche un frein aux ambitions fédéralistes de M. Macron en matière financière. Ce n'est peut-être pas la question. L'heure n'est plus à « germaniser nos pratiques économiques » comme le Kaiser voulait germaniser les plaines d'Alsace et de Lorraine. L'initiative française, accompagnée, on l'espère, par l'Italie, sera de trouver des règles au sein de la zone euro qui sortent les économies de la gestion des égoïsmes qui a si bien réussi à l'Allemagne pendant vingt ans, mais qui risque de déboucher sur une impasse.